



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Bulletin du NPA Poste – 2 octobre 2017

Public, privé, jeunes, chômeurs et retraités... : on nous attaque ensemble, on riposte ensemble !



La semaine dernière, le gouvernement a osé présenter le budget pour 2018 comme « le budget du pouvoir d'achat ». Pour les riches et le patronat, c'est Noël avant l'heure : quasi-suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés, augmentation du CICE... Pour financer tous ces cadeaux, le gouvernement prévoit 15 milliards d'euros d'économies, prises directement dans les poches des classes populaires : baisse de l'APL, augmentation de la CSG, suppression de dizaines de milliers de contrats aidés...la liste n'est pas exhaustive. Encore une fois, ce qui sera donné aux riches sera pris à l'immense majorité de la population.

Dans le privé, loi Travail XXL...

Malgré la mobilisation de centaines de milliers de manifestants et de grévistes les 12 et 21 septembre, Macron a osé signer le 22 septembre les ordonnances qui mettent fin au Code du Travail. Ces ordonnances signifient pour les salariés du privé : baisses de salaire (le salaire, les primes, les heures supplémentaires... pourront être revus à la baisse par simple référendum sur initiative du patron), précarisation accrue avec la fin du CDI, facilitation des licenciements, avec réduction des indemnités prud'hommales, et enfin baisse des moyens de défense des salariés avec la fusion des instances de représentation du personnel (CE, CHSCT...).

Dans le public aussi : démantèlement XXL !

Les personnels de la fonction publique ne sont pas en reste. Depuis son entrée en fonction, le gouvernement a déjà prévu un nouveau blocage du point d'indice, le retour de la journée de carence, la hausse de 1,7 point de la CSG. Tout cela signifie une nouvelle réduction énorme du pouvoir d'achat des fonctionnaires ! Pour couronner le tout, le gouvernement annonce la mise en place d'un « comité Action Publique 2022 » dont l'objectif assumé est de faire de nouvelles économies sur le dos des services publics et de préparer de nouvelles attaques contre le statut des fonctionnaires, avec notamment des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, et même des transferts au secteur privé !

Ensemble pour riposter !

Nous sommes toutes et tous victimes des attaques tout azimut de ce gouvernement. Donc les salariés du privé comme les salariés du public, les jeunes, les retraités, les privés d'emploi doivent se mobiliser ! Contre la loi travail XXL les 12 et 21 septembre, contre la casse des retraites le 28 septembre, contre les conditions de rentrée impossibles dans les universités... C'est le signe que nous pouvons y aller tous ensemble ! Le gouvernement est uni pour détruire nos droits, c'est par notre unité que nous pourrons le faire reculer. Alors le 10 octobre, c'est tous ensemble que nous devons y aller ! En nous mettant en grève et en manifestant, en discutant partout où nous pouvons sur nos lieux de travail et d'études, en assemblées générales de ce qu'il faut désormais construire pour faire échec au gouvernement : plus seulement des journées de grève de quelques heures ou des manifestations échelonnées mais une grève « tous ensemble » qui s'installe dans la durée et qui bloque l'économie du pays. Et si le 11 on ne reprenait pas le travail ou les cours ? Et si le 11 on manifestait de nouveau ? C'est ça qui pourrait marquer le début d'un mouvement d'ensemble. En tout cas, ce serait un autre signal que celui d'aller de nouveau discuter à l'Élysée ou à Matignon le 12 octobre comme le gouvernement l'a proposé aux organisations syndicales. Avec ce gouvernement, il n'y a plus rien à discuter. Dans notre agenda, il ne doit plus y avoir que la lutte !

Fin de Grève à St-Herblain (44)

La fin de grève a été votée le 30 septembre par les factrices et facteurs de St-Herblain après 18 jours de mobilisation. La majeure partie des revendications ont été obtenues : le report en 2018 du projet de réorganisation, transformation des contrats intérim et CDD en CDI, des recrutements, des jours de repos hebdomadaire, etc. Les grévistes ont même reçu le soutien de paysans militants qui leur ont apporté des produits "bio" issus de leur réseau ! L'expérience de la grève aura fait naître un collectif prêt à reprendre le chemin de la lutte à l'avenir.

Chez Hyundai, 6000 intérimaires intégrés aux effectifs!

Il n'y a pas qu'en France que les grandes entreprises recourent massivement à l'intérim. En Corée, c'est aussi une pratique courante, en particulier dans les usines du constructeur automobile le plus important du pays : Hyundai.

Des milliers de travailleurs en sous-traitance y sont employés sur les chaînes de production aux côtés de salariés réguliers. Ils travaillent pour un salaire de moitié inférieur, sans prestations sociales et sans sécurité d'emploi. Là-bas, les salariés et leur syndicat ont mené dix ans de luttes, de grèves pour enfin obtenir que 6 000 intérimaires soient intégrés aux effectifs de Hyundai, avec les mêmes contrats de travail et les mêmes salaires.

Oui, précarité, intérim et sous-traitance sont utilisés pour nous diviser et nous affaiblir. La lutte d'Hyundai est un exemple dont on devrait s'inspirer en France !

"Cash Investigation" : ça ne vous rappelle pas quelque chose ?

La dernière édition de l'émission de télévision "Cash Investigation" a mené l'enquête dans une arrière boutique de Free et dans un entrepôt de Lidl.

Cadences infernales (deux cent cinquante colis à traiter par heure soit un toutes les quatorze secondes dans entrepôts Lidl, l'équivalent de six voitures par jour), répression et suicide au travail à Free... sur un site qui avait connu une mobilisation, 248 salariés sur 650 sont licenciés dont plus que la moitié pour "faute grave". Des pratiques qui rappellent celles de La Poste... mais qui en réalité sont représentatives de ce que subissent des millions de salariés. La pertinence du reportage et la combativité de la présentatrice qui a malmené la Ministre du Travail expliquent le record historique d'audience : plus de 3.8 millions de téléspectateur(trices)s.

A La Poste, pas de trêve pour la répression !

Deux syndicalistes combattifs sont de nouveau touchés par la répression anti-syndicale. Il s'agit de Man, factrice et militante SUD à Malakoff, qui passera lundi 9 octobre en entretien préalable à la DSCC du 92 pour "une sanction pouvant aller jusqu'à une mise à pied de trois mois" et de Vincent, facteur et militant CGT dans les Yvelines convoqué jeudi 5 octobre en entretien préalable à licenciement à la DSCC du 78. Les griefs ne sont pas encore connus exactement, mais nul doute qu'ils soient encore une fois liés directement à leur militantisme. Ne laissons pas cette répression se banaliser et mobilisons-nous pour soutenir chacun-e de nos camarades, Man et Vincent !